



Économie rurale

Agricultures, alimentations, territoires

300 | Juillet-août 2007

Regards sur l'évolution de l'agriculture et du monde rural

Regarder le chemin parcouru pour s'ouvrir à l'avenir

Looking at the past to chart the future

Guy Paillotin



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/257>

DOI : 10.4000/economierurale.257

ISSN : 2105-2581

Éditeur

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

Édition imprimée

Date de publication : 10 septembre 2007

Pagination : 14-16

ISSN : 0013-0559

Référence électronique

Guy Paillotin, « Regarder le chemin parcouru pour s'ouvrir à l'avenir », *Économie rurale* [En ligne], 300 | Juillet-août 2007, mis en ligne le 12 novembre 2009, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/257> ; DOI : 10.4000/economierurale.257

Regarder le chemin parcouru pour s'ouvrir à l'avenir

Guy PAILLLOTIN

Secrétaire perpétuel de l'Académie d'Agriculture de France

Physicien de formation, Guy Paillotin a œuvré au sein de l'Inra pour que l'économie rurale, au sens large du terme, conforte sa position parmi les disciplines scientifiques crédibles et reconnues. Quel jugement porte-t-il sur l'évolution de cette discipline ? Répond-elle de manière intelligible aux attentes sociétales ? Guy Paillotin ouvre quelques pistes de réflexion pour le plus grand bénéfice d'*Économie rurale* et de la SFER.

La revue *Économie rurale* a cinquante cinq ans¹. Elle a traversé une histoire riche d'évènements liés à l'économie et tout indique, qu'au rythme de l'actualité, elle aura encore bien de la matière pour ses publications. Mais ce n'est pas ces événements passés que je vais commenter, car on le sait bien, je ne suis pas économiste et je n'ai pas de message bien consistant à confier dans ce domaine, simplement l'opinion d'un citoyen certes un peu averti.

J'ai découvert concrètement l'économie en 1984 lorsque J. Poly m'a confié la direction scientifique de l'Inra. C'est une discipline qui m'a immédiatement intéressé. Certes, on ne peut pas penser l'avenir de l'agriculture, prise dans son sens le plus global, sans se préoccuper d'économie, mais mon intérêt a, d'entrée de jeu, été de nature intellectuelle. J'en ai souvent parlé avec J.-J. Laffont qui fut membre du Conseil scientifique de l'Inra. Je trouvais entre l'économie et la physique, car en fait je suis physicien, bien des ressemblances et cela stimulait sa très vive curiosité. Ainsi, l'économie rurale a été pendant plus de quatre ans l'objet attentif de ce souci de qualité scientifique qui a marqué mon premier mandat à l'Inra. Certains en ont souffert, alors que je n'avais

aucune intention de confondre rigueur scientifique et « caporalisme » dans le management des chercheurs. Mais qu'importe. Il n'est pas nécessaire de plaire pour agir.

Ceci étant, il me semble, vu de l'extérieur, qu'en vingt ans la discipline que constitue l'économie rurale a beaucoup gagné en crédibilité scientifique. Elle fait pleinement partie de l'économie prise dans son sens le plus large, nos experts sont entendus en France, alors qu'ils l'étaient davantage au niveau de la Communauté européenne, des enseignants de qualité forment très bien de jeunes étudiants qui, dans ce domaine, ont tout à apprendre ou presque. L'économie rurale n'est plus un particularisme, elle est conviée à exposer sa façon de voir dans nombre de nos débats de société. J'ai dû apporter une petite contribution à tout cela, mais est-ce bien sûr ? Alors aujourd'hui, je voudrais exprimer deux témoignages un peu plus personnels.

• *Le premier se rapporte à un déjeuner tenu au ministère de l'Agriculture il y a plus de dix ans en présence des deux ministres de tutelle de l'Inra. J'ai dû, et j'en suis encore fier, combattre pied à pied, argument contre argument, l'idée qu'avait le ministre en charge de l'Agriculture de supprimer le département d'économie rurale de cet institut. Je l'ai convaincu que ce n'était pas une bonne idée.*

1. D'abord intitulé *Bulletin* de la SFER, la revue prendra son titre définitif en 1953.

• *Le second concerne un article publié dans Économie rurale*² en 1989. Ce numéro rassemblait des interventions prononcées lors d'un colloque tenu à la fin de l'année 1988. En conclusion de ma contribution, j'annonçais en fait, que l'essor des organismes génétiquement modifiés (OGM) allait connaître quelques difficultés. Ceci témoigne qu'une ouverture à l'économie peut offrir des horizons assez larges à la réflexion. Je récidivais plus tard, en 1993, lors d'un colloque³ dédié à l'agroalimentaire, en prenant garde de bien situer le débat de ma réflexion prudente et largement incomprise des biologistes.

Peu après, je quitte l'Inra, par décision d'un ministre de l'Agriculture très lié au département d'économie de cet institut, ironie savoureuse du sort. Mon retour un peu forcé au Commissariat à l'énergie atomique m'a beaucoup appris. J'ai constaté qu'une avancée technologique majeure pouvait être remise en question par les citoyens et qu'il convenait de ne pas imposer des choix techniques au seul motif qu'ils seraient « bons », pour qui ? pourquoi ? Et puis je me souviens encore aujourd'hui de la crise du Golfe et de la première guerre de l'Irak. Je me rends chez Taillevent à l'invitation de partenaires japonais. Le nucléaire français est si respecté dans le monde entier qu'on puisse également, par ce biais, reconnaître notre culture gastronomique. Paris est désert, chacun a peur, je lis une analyse du *Monde* qui démontre que notre économie est en déprime parce que les consommateurs sont également démoralisés. Je découvre, la nuit tombante, dans une voiture de fonction, que nous sommes à un tournant de l'économie de nos pays riches : la demande, pétrie d'irrationnel s'impose et l'offre technologique passe au deuxième plan alors même qu'elle croit toujours être en première ligne.

Toute la question des OGM est là, n'essayons pas vainement d'aller voir ailleurs.

Nommé président de cet institut, je reviens à l'Inra en 1991 en pleine effervescence de la première réforme de la politique agricole commune. Alors que l'Inra essaie de se détourner de l'agriculture, je l'y réengage résolument. Je sais que je dois m'appuyer sur l'économie rurale. Mon premier souci est de l'ouvrir aux débats publics. Je me souviens encore du premier article, celui de Pierre-Louis Mahé publié en 1992 dans *Le Figaro*. C'est une véritable transgression que je dois conduire contre l'idée selon laquelle la science économique doit d'abord rendre compte aux pouvoirs publics. Cette transgression sera remise en cause de nombreuses fois. Revenus des agriculteurs, crise de la vache folle, etc. Je n'ai jamais cédé d'un pouce sur cette idée que les scientifiques devaient pouvoir débattre directement avec leurs concitoyens. S'il est un point que je souhaiterais voir porté à mon crédit, c'est bien celui-là.

Voilà livrés quelques souvenirs plutôt désuets, auxquels s'ajoute mon élection à l'Académie d'Agriculture de France au sein de la section « Économie ». Pour moi qui suis venu de loin, il s'agit d'un hommage auquel j'ai été extrêmement sensible.

Mais bien sûr pour un numéro spécial d'*Économie rurale* on ne me demande pas simplement d'égrener des souvenirs et de me réjouir du chemin parcouru. Alors soyons francs, l'évolution actuelle de l'économie rurale, ou plutôt son manque d'évolution, me pose question. Je ressens comme une sorte de déception qui reste en ligne avec ce que j'ai toujours tenté d'améliorer : la qualité intellectuelle de la discipline et son insertion dans les débats de société.

• *La qualité intellectuelle d'abord.* Je m'aperçois qu'en vieillissant je redeviens terriblement physicien. La physique tente de décrire la réalité. Toute théorie nouvelle est évaluée à cette aune : traduit-elle convenablement la réalité ? Or souvent les approches économiques tentent de contraindre la réalité

2. Cf. le numéro 192-193, juillet-octobre 1989, p. 18-22.

3. Cf. World Med'93, colloque agroalimentaire, Marseille-Provence, p. 105-110.

à des concepts, des théories assez mal établies. Je ne sens pas dans la communauté des économistes, sauf dans mes discussions avec J.-J. Laffont, assez de recul par rapport aux hypothèses de départ, nécessairement simplificatrices, qu'elle choisit pour travailler. Je sens comme une suffisance, qui est d'autant plus forte, que sont faibles les bases des théories sur lesquelles elle fonde son argumentation.

L'économie et singulièrement l'économie rurale est un peu en panne d'imagination créatrice. Il faut être dans la norme de la discipline et réciter son bréviaire. Mon jugement est dur ; ce que je veux dire c'est que la créativité n'est pas un péché, qu'elle obéit à des règles de rigueur, mais aussi à une exigence de liberté. Alors la Sfer a, à l'évidence, un rôle à jouer dans cette quête de l'originalité sans laquelle il n'y a pas de quête scientifique. Que ce soit la réforme de la PAC, les négociations de l'OMC, le développement durable, la pauvreté, que dit aujourd'hui l'économie qui ne soit assez convenu ? Bien sûr la biologie ne fait pas mieux, mais il faut toujours regarder vers le haut. De ce point de vue, l'ambition que j'ai caressée à l'Inra, celle de constituer un département d'économie rurale créatif et libre, ne s'est réalisée qu'en partie. Quelques jeunes que nous avons formés la réaliseront sans doute.

• *Quant aux relations de l'économie avec la société*, je trouve la situation assez préoccupante. Les physiciens ont compris qu'A. Einstein avait participé à une faute en encourageant la fabrication d'une arme atomique. Je dis bien participé et non point suscité cette faute. Cela les a rapprochés des interrogations que se posaient nos conci-

toyens : ils ont abandonné leur comportement empreint de certitude prescriptive. Récemment, j'ai entendu un chimiste évoquer le cas de ce prix Nobel qui réalisa la synthèse de l'ammoniac... et des gaz utilisés dans les camps de concentration. Il épousait ainsi la même voie, celle de la compréhension et de l'attention et non point de la prescription. Au passage, comme il était aussi biologiste, il n'a pas manqué de rappeler que l'eugénisme, mis en avant par la dictature nazie, avait été béni auparavant par maints biologistes. Alors l'économie est-elle à l'abri de ces failles éthiques considérables ? Non bien sûr. Encore conviendrait-il qu'elle en prenne la mesure.

À force de traiter les individus comme des particules aléatoires, parce qu'elle ne sait traiter que ce cas d'école, n'a-t-elle pas encouragé bien des politiques à nous considérer comme des objets indifférenciés ? Si l'économie veut lutter contre cet abus d'utilisation de ses « savoirs », elle doit assez vite le dire et le manifester. En termes plus précis, de temps à autre, la Sfer devrait se préoccuper des conséquences éthiques d'une compréhension sommaire des théories un peu réductrices que l'économie est amenée à avancer. Les scientifiques, fussent-ils économistes, ont un problème avec le pouvoir. Il faudrait qu'ils en sortent.

Je suis arrivé bien loin de la complaisance qu'on nourrit toujours lorsque l'on jette le regard vers le passé. Il convient toujours d'investir ardemment sur l'avenir. Je souhaite donc bien des années stimulantes pour la Sfer afin qu'elle embrasse sans réserve cet avenir qu'il nous est donné, au moins en partie, de construire. ■